

AQUI SOCIAL

LA SEMAINE SOCIALE EN NOUVELLE-AQUITAINE



VOTRE REVUE DE PRESSE

DU 27 SEPTEMBRE AU 03 OCTOBRE 2025

NUMÉRO 1

AMBiance SOCiale
SURVOLTÉE AU QUICK
DE MÉRIGNAC

A PAU, DES POLICIERS
MUNICIPAUX EN
SOUFFRANCE AU TRAVAIL

SANOFI AU TRIBUNAL
APRÈS UNE PERTE D'OEIL

A LÉOGNAN, LA DIFFICILE
RECONSTRUCTION DE LA
SECRÉTAIRE HARCELÉE

LA CGT CHEMINOTS MARCHE
DE GARE EN GARE POUR
LA LIGNE AGEN-AUCH

**20 220 personnes dans
la rue, la mobilisation
recule dans la région**

Les titres de la PQR en région ont dénombré au total 20 220 manifestants, mercredi 2 octobre en Nouvelle-Aquitaine. C'est trois fois moins qu'il y a 15 jours, où 60 000 personnes s'étaient mobilisées.

La concentration était la plus forte au Pays Basque (4 000 participants), en Haute-Vienne (3 500) et en Gironde (2 600).

Le phénomène de recul est similaire à celui observé dans tout le reste du pays. Certains appellent à des mouvements plus fermes, un discours entendu notamment à Niort et à Angoulême.

(Notre infographie en p.3)





REVENDICATIONS

CHARENTE

PAS D'AUDIENCE AVANT LE 5 FÉVRIER POUR LES EX LECAS DE NERSAC

Les anciens salariés du papetier Lecas de Nersac ont manifesté la semaine dernière devant le tribunal d'Angoulême pour demander une audience accélérée à la cour d'appel de Caen. Leur requête a été rejetée : la décision sur la liquidation judiciaire de la filiale charentaise du groupe Hamelin sera rendue le 5 février. Depuis quatre mois, les 68 employés ne sont plus payés. Ils espèrent obtenir une solution le 9 octobre devant le conseil de Prud'hommes d'Angoulême.

SOURCE

Charente Libre,
30/09/2025, p4

GIRONDE

TRÈS FORTES TENSIONS AU QUICK DE MÉRIGNAC APRÈS L'ARRIVÉE DU FRANCHISÉ

Mercredi, une vingtaine de salariés du Quick de Mérignac et des militants syndicaux ont organisé un piquet de grève à l'heure de pointe pour dénoncer la dégradation de leurs conditions de travail depuis l'arrivée d'un nouveau franchisé en août. Ils évoquent plusieurs problèmes : pressions, heures supplémentaires non rémunérées, discriminations, arrêts maladie et sureffectif. L'entreprise avait même envisagé, avant de revenir sur sa décision, d'interdire le port de la barbe !

SOURCE

Sud Ouest Bordeaux Agglo,
01/10/2025, p20a

LOT-ET-GARONNE

LES AGENTS DU DÉPARTEMENT ENTENDENT GARDER LEUR FORFAIT REPAS

Une vingtaine d'agents du conseil départemental du Lot-et-Garonne étaient en grève **mercredi** à Agen, à l'appel du syndicat Sud Solidarités Territoriales. Ils protestent contre la suppression annoncée du forfait repas de 20 €, mesure qui doit être examinée le 7 octobre en comité social territorial. Dans un contexte d'économies budgétaires de 44 millions d'euros, le forfait pourrait être remplacé par un remboursement de frais réels, sur justificatifs et plafonné.

SOURCE

La Dépêche du Midi, édition du Lot-et-Garonne,
02/10/2025, p18

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

MOBILISÉS POUR L'UNIVERSITÉ DE PAU

Une vingtaine de personnes ont manifesté mercredi devant la présidence de l'université de Pau et des Pays de l'Adour contre les restrictions budgétaires, dénonçant hausse des frais, réduction des places en licence, non-replacement de personnels et possible fermeture de parcours. Une pétition en ligne a recueilli plus de 700 signatures.

SOURCE

La République des Pyrénées,
02/10/2025, p4

GIRONDE

LA NOUVELLE ORGANISATION DES PLANNINGS NE PASSE PAS À LA CLINIQUE DE CENON

Mardi, environ 60 salariés de la clinique Les Hauts de Cenon ont manifesté contre une réorganisation des plannings initiée par la direction. Syndicats et personnels dénoncent notamment des journées de travail de douze heures et la suppression de huit postes équivalents temps plein. Ils s'opposent également à la suppression d'un dispositif garantissant le maintien du salaire en cas d'arrêt de travail.

SOURCE

Sud Ouest Bordeaux Agglo,
01/10/2024, p20a

HAUTE-VIENNE

LES INSPECTEURS DU PERMIS CONTRE LES SOUS-EFFECTIFS

Lundi, 40 % des inspecteurs du permis de conduire de Haute-Vienne étaient en grève, en soutien à une mobilisation nationale. Deux postes sur sept dans le département sont vacants, l'un pour cause de maladie non remplacée, l'autre lié à une formation. Ce phénomène allonge les délais pour passer l'examen.

SOURCE

Le Populaire du Centre,
30/09/2025, p3

REVENDICATIONS

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

A PAU, DES POLICIERS MUNICIPAUX EN SOUFFRANCE AU TRAVAIL

Une dizaine de policiers municipaux de Pau dénoncent des problèmes de management et se disent en souffrance au travail. Soutenus par le SNSP, ils évoquent des « comportements destructeurs » et réclament la nomination d'un directeur de police municipale. La DPSP reconnaît des faits mais nie tout harcèlement. Une réorganisation managériale, accompagnée par un cabinet extérieur, est prévue.

SOURCE

La République des Pyrénées,
30/09/2025, p6

LA FSU-SNUIPP NE VOIT PAS L'ÉLUE PALOISE CONSEILLÈRE EN SANTÉ MENTALE

La nomination de Clarisse Johnson Le Loher, adjointe au maire de Pau et agrégée de lettres, au poste de conseillère technique en santé mentale suscite l'incompréhension de la FSU-SNUipp des Pyrénées-Atlantiques et de la Fédération française des psychologues et de psychologie (FFPP).

Elle ne respecte pas, selon elles, les assises nationales de la santé scolaire, qui prévoyaient le déploiement de 100 psychologues de l'Éducation Nationale. Elles rappellent que l'élu ne l'est pas et estiment que la procédure d'appel à candidatures n'a pas été suivie. Une pétition est en préparation pour demander des explications.

SOURCE

La République des Pyrénées,
30/09/2025, p6

CHARENTE

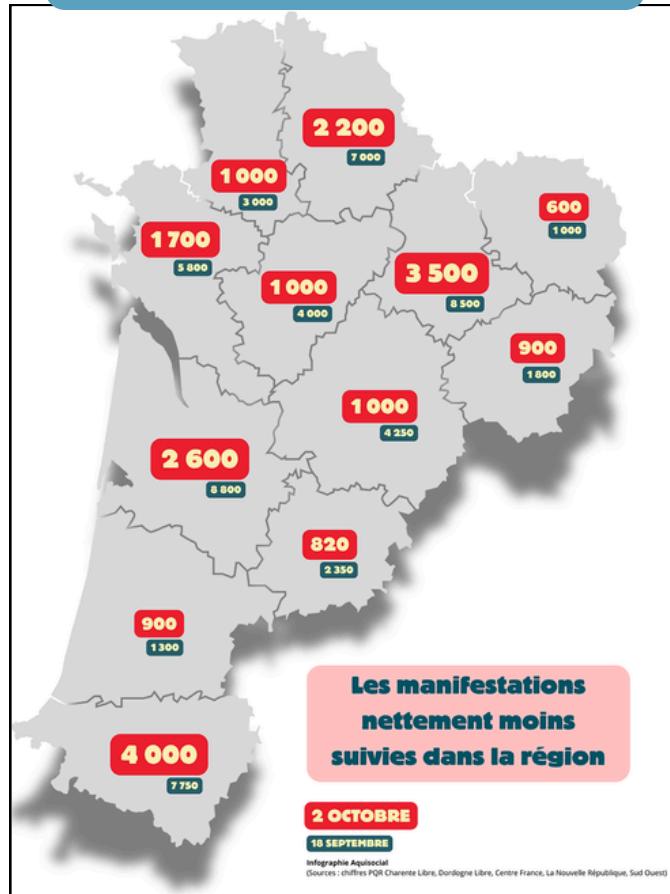
RASSEMBLEMENT À VENIR POUR L'HÔPITAL DE RUFFEC

Le collectif citoyen Soutiens en Urgence à la vie de l'Hôpital Bassin de Ruffec appelle à une mobilisation jeudi 9 octobre devant l'établissement de santé. Il proteste contre les intentions de l'ARS, qui pousse à un rattachement des Urgences de Ruffec à celles de Girac à Saint-Michel, avec fermeture nocturne, alors que le service fonctionne actuellement 24h/24.

SOURCE

Charente Libre,
03/10/2025, p28

LA MOBILISATION D'HIER



SERVICES PUBLICS

LOT-ET-GARONNE

LA CGT CHEMINOTS MARCHE DE GARE EN GARE POUR LA LIGNE AGEN-AUCH

La CGT Cheminots du Gers et du Lot-et-Garonne organise depuis mercredi et jusqu'à demain samedi une marche de gare en gare, de Layrac à Auch, pour soutenir la réouverture de la ligne Agen-Auch, fermée aux voyageurs depuis les années 1970 et au fret depuis 2016. Chaque étape sera ponctuée d'échanges et de pétitions. Le syndicat souligne le fort usage de la ligne de bus actuelle et son intérêt pour l'économie locale.

SOURCE

La Dépêche du Midi,
édition du Lot-et-Garonne,
30/09/2025, p16



DROIT DU TRAVAIL

CHARENTE

DEUX ANS APRÈS SA CONDAMNATION, L'EMPLOYEUR N'A RIEN PAYÉ

Une femme de ménage charentaise attend toujours le paiement des 55 000 € auxquels son ex-employeur a été condamné il y a deux ans. Vivant avec 600 € par mois, elle a saisi à nouveau le conseil de prud'hommes d'Angoulême **mardi**, en référé, pour réclamer son dû. Elle demande notamment près de 20 000 € de rappels de salaires, 9 000 € de dommages et intérêts et 6 000 € d'heures supplémentaires. La décision sera rendue le 14 octobre.

SOURCE Charente Libre,
1/10/2025, p4

CHARENTE-MARITIME

LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DÉBOUTE L'EX DIRECTRICE DE CABINET DU MAIRE DE SAINTES

L'ancienne directrice de cabinet du maire de Saintes, Pauline David, contestait son licenciement devant le tribunal administratif de Poitiers. Sa requête a été rejetée : la rupture de son contrat, intervenue en novembre 2022, a été jugée faite « par commun accord ». Le tribunal a également écarté ses accusations de harcèlement moral et ses demandes sur un reliquat de congés.

SOURCE Sud Ouest Charente-Maritime,
29/09/2025, p17

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

SANOFI EST-IL RESPONSABLE DE LA PERTE DE VISION D'UN SOUS-TRAITANT À MOURENX ?

Sanofi comparaissait **mardi** devant le tribunal correctionnel de Pau, poursuivi par un transporteur victime d'un accident le 11 avril 2022 à Mourenx. Lors d'une livraison de soude, un jet sous pression l'a gravement blessé, entraînant la perte d'un œil et de lourdes opérations. Il réclame 50 000 € de dommages et intérêts. Le géant pharmaceutique conteste sa responsabilité, soulignant que le chauffeur ne devait pas intervenir. Délibéré le 18 novembre.

SOURCE Sud Ouest, toutes éditions,
1/10/2025, p5

DORDOGNE

LE BUGUE CONDAMNÉE POUR L'ACCIDENT DU TRAVAIL DE SON AGENT

La cour d'appel de Bordeaux a confirmé la condamnation de la Ville du Bugue (Dordogne) pour blessures involontaires. Un agent avait perdu deux doigts au printemps 2021 en manipulant une toupe sans consignes ni formation adéquates. La Ville devra verser 2 500 € au titre des frais de justice. La juridiction a relevé « l'absence de toute conscience » de la commune.

SOURCE Sud Ouest Dordogne,
1/10/2025, p11



AVOCATS

Spécialistes du droit du travail?

FAITES LE SAVOIR ICI

PUB@AQUISOCIAL.FR

DROIT DU TRAVAIL

GIRONDE

A LÉOGNAN, LA DIFFICILE RECONSTRUCTION DE LA SECRÉTAIRE HARCELÉE

À Léognan (Gironde), une secrétaire de direction victime de harcèlement, de gestes déplacés et de propos sexistes entre 2018 et 2022 avait vu son agresseur condamné à neuf mois de prison avec sursis et 6 000 € de dommages et intérêts. Malgré un accompagnement psychologique, elle reste incapable de reprendre son poste, dénonçant hostilité et manque de protection. La mairie assure l'avoir protégée, ce qui est contesté par un collectif. La polémique a toutefois entraîné cinq exclusions et suspensions au sein de la section locale du PS.

SOURCE Sud Ouest toutes éditions, 29/09/2025, p4

VIENNE

LA CFDT PEUT ATTAQUER L'AGENCE DE TRAVAIL TEMPORAIRE EN JUSTICE

La CFDT agroalimentaire de la Vienne obtient le droit de poursuivre en justice le groupement d'employeurs et l'agence de travail temporaire Solutions Compétences de Châtellerault. Le syndicat, qui dénonce un recours abusif aux contrats précaires à l'usine Carambar de Saint-Genest-d'Ambière, avait saisi la justice en 2023. Le tribunal de Poitiers a rejeté fin septembre l'argument du groupement qui contestait la légitimité de l'action syndicale. Un procès aura bien lieu, la date restant à fixer.

SOURCE La Nouvelle République, édition de la Vienne, 02/10/2025, p5

CHAQUE MATIN
WWW.AQUISOCIAL.FR
 LIT POUR VOUS 22 ÉDITIONS
 DE LA PRESSE
 QUOTIDIENNE RÉGIONALE



Notre résumé à 09:00

SUIVEZ LE FIL
WWW.AQUISOCIAL.FR

CHARENTE

PRISON DEMANDÉE POUR LES DIRIGEANTS DU CENTRE DE FORMATION BIDON

À Angoulême, un couple dirigeant un centre de formation était jugé **mercredi** pour détournement de fonds. Il leur est reproché d'avoir siphonné 300 000 € financés par la Région, Pôle emploi, le Fongecif et l'Armée de Terre. La formation était jugée insuffisante et parfois assurée par des intervenants moins compétents que les stagiaires. Un an de prison avec sursis a été requis pour l'homme, un an ferme et deux de sursis pour l'ex-directrice. Une interdiction de gérer une entreprise et toute activité associative pèse sur eux. Jugement le 26 octobre.

SOURCE Charente Libre, 02/10/2025, p4

DEUX-SÈVRES

15 000 € D'AMENDE REQUIS CONTRE L'ASSOCIATION APRÈS LA MORT DE SON SALARIÉ

La Mission pour l'insertion et pour l'emploi (Mipe) de Niort et son directeur général ont comparu ce jeudi devant le tribunal correctionnel de Niort après la chute mortelle, il y a deux ans jour pour jour, de Semere Gebrekidan, un salarié éthiopien de la structure. Le trentenaire était tombé de la plus grande tribune de l'hippodrome de Romagné (chute de 4,50 m) et devait décéder deux jours plus tard au CHU de Poitiers. L'inspection du travail a relevé des manquements (absence de balisage, formation et équipements). Le parquet a requis 15 000 € d'amende avec sursis contre la Mipe et 5 000 € contre le directeur général. Les parties civiles dénoncent un manque d'encadrement ; la défense invoque la responsabilité personnelle du salarié. Délibéré fixé au 27 novembre 2025.

SOURCE La Nouvelle République, édition des Deux-Sèvres, 03/10/2025, en ligne.



Varions les sources

Envoyez-nous vos communiqués
info@aquisocial.fr



EMPLOI & FORMATION

CHARENTE

LA STARTUP MIDIPILE PRÉVOIT DE DOUBLER SON EFFECTIF L'ANNÉE PROCHAINE

Cinq ans après sa création, la startup Midipile, basée à Hiersac (Charente), a lancé mardi la production de son utilitaire électrique limité à 45 km/h, capable de transporter 300 kg. Une centaine de véhicules devraient sortir chaque année de l'atelier de 200 m², dont une soixantaine déjà prévendus au prix de 15 500 €. L'entreprise, qui emploie 15 personnes, prévoit une quinzaine d'embauches en 2025, principalement de commerciaux et techniciens moteurs. Les premières livraisons sont attendues en avril 2026, après homologation. Midipile ambitionne de s'adosser à un industriel pour monter en puissance et viser un développement européen, avec une gamme élargie d'ici 2035, incluant un mini 4x4 viticole.

SOURCE

Charente Libre,
01/10/2025, p6

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

DEUX LYCÉES SE BRANCHENT SUR LA FILIÈRE ÉLECTRIQUE

Les lycées André Campa de Jurançon et Saint-Criq de Pau ont signé lundi un partenariat avec l'École des réseaux énergétiques (Erce). L'accord vise à renforcer le Bac pro Mélec et le BTS électrotechnique, avec du mentorat, 30 % de contenus dédiés aux réseaux électriques et 18 semaines de stage. Dans un contexte d'investissements massifs d'Engie et de RTE, la filière prévoit des milliers d'emplois à pourvoir.

SOURCE

La République des Pyrénées,
01/10/2025, p8

UNE LICENCE PRO CHIMIE INDUSTRIELLE À MOURENX

La cité scolaire de Mourenx, près de Pau, vient d'ouvrir une licence professionnelle chimie industrielle. Elle accueille moins de dix étudiants pour sa première promo mais vie le double. Cette filière veut accompagner les besoins des entreprises en matière de décarbonation. Des partenariats sont prévus avec l'université et avec les entreprises.

SOURCE

Sud Ouest Béarn et Soule,
03/10/2025, p. 20

DORDOGNE

BIO INOX POURRAIT EMBAUCHER MAIS NE TROUVE PAS DE CANDIDATS

Bio Inox, spécialiste des cuves inox implanté à Lamonzie-Saint-Martin (Dordogne), connaît une forte croissance mais peine à recruter. L'entreprise, qui fabrique 200 à 250 cuves par an et emploie 30 personnes, recherche une dizaine de soudeurs et chaudronniers, sans succès. Initialement tournée vers le marché vinicole, elle réalise désormais 70 % de sa production pour l'agroalimentaire et le pharmaceutique. Cotée en bourse depuis décembre 2023, l'action reste inerte faute de transactions. Bio Inox a enregistré en 2024 un chiffre d'affaires de 9,3 M€ (+16,4 %) pour un bénéfice de 560 000 € (+75 %), mais prévoit un repli à 8,4 M€ cette année, en partie à cause de marchés refusés faute de main-d'œuvre.

SOURCE

Sud Ouest Dordogne,
30/09/2025, p12

VIENNE

A CHAUVIGNY, LE SAVOIR-ÊTRE PRIME POUR LE RECRUTEMENT

Au forum de l'emploi de Chauvigny (Vienne) mardi, plusieurs entreprises locales ont insisté sur l'importance du savoir-être dans leurs recrutements. Ponctualité, motivation et présence sont jugées déterminantes par les sociétés Boutillet, Puchaud et Tartarin, toutes en recherche de collaborateurs. Certaines compétences techniques peuvent, selon elles, s'acquérir en interne

SOURCE

La Nouvelle République, édition
de la Vienne, 1/10/2025, p16

CAMPUS 120 NAIT À POITIERS

La Chambre de commerce et d'industrie de la Vienne vient de rebaptiser sa Maison de la formation en Campus 120, en référence à la localisation du site, 120 rue du Porteau à Poitiers. Le bâtiment regroupe le siège de la chambre, le centre d'affaires World Trade Center Poitiers-Futuroscope et le CFA. Cette nouvelle identité veut incarner la modernité.

SOURCE

La République des Pyrénées,
01/10/2025, p8



EMPLOI & FORMATION

DORDOGNE

QUI VEUT RECRUTER DES PRISONNIERS PÉRIGOURDINS ?

À la maison d'arrêt de Périgueux, seul un détenu sur 165 travaille actuellement pour une entreprise, alors que six sur dix cherchent un emploi. La direction souhaite développer ce dispositif méconnu, présenté mercredi à des entrepreneurs et élus locaux. Outre la réinsertion, il offre aux recruteurs un coût réduit, sans frais de locaux ni charges élevées. Une société de Boulazac, Cofidur EMS, fait déjà appel à un prisonnier pour des tâches de nettoyage. L'activité reste encadrée, avec formation, contrôle régulier et validation des candidats par commission.

SOURCE Dordogne Libre,
02/10/2025, p 3

L'ÉCOLE DE POLICE DE PÉRIGUEUX A 30 ANS

L'école de police de Périgueux fête ses trente ans et ouvre ses portes à cette occasion ce samedi 4 octobre. L'établissement a formé 15 000 fonctionnaires de police depuis sa création, dont un millier en formation continue. C'est l'une des neuf structures de ce type en France. Elle vient d'aménager un nouveau bâtiment pour optimiser les conditions d'entraînement en situation réelle, entre commissariat fictif et salles de cours.

SOURCE Dordogne Libre,
03/10/2025, p. 10

CHARENTE-MARITIME

FRANCE TRAVAIL ET LA GENDARMERIE RENFORCENT LEUR PARTENARIAT

France Travail et la gendarmerie de Charente-Maritime ont annoncé vendredi 3 octobre renforcer leur collaboration. Une convention a été signée en vue d'échanges d'informations et de compétences accrues. Les gendarmes sensibiliseront davantage les agents de l'agence du travail à la gestion des incivilités. L'organisme pour l'emploi va améliorer pour sa part la promotion des métiers de la gendarmerie et la réserve citoyenne.

SOURCE Sud Ouest Charente-Maritime,
03/10/2025, p. 13

TENDANCE

LES PATRONS CORRÉZIENS ONT PLUTÔT LE MORAL...

Selon le baromètre semestriel de la CCI de Corrèze, six chefs d'entreprise sur dix affichent leur confiance dans l'avenir immédiat de leur activité, un niveau nettement supérieur à la moyenne régionale (22 %). L'enquête menée auprès de 342 sociétés relève que près de la moitié ont investi, principalement pour moderniser leur outil de production. En revanche, quatre sur dix déclarent une baisse de chiffre d'affaires et près d'une sur deux une diminution des marges. Sur un an, 204 défaiillances d'entreprises ont été enregistrées, un niveau comparable à celui de fin 2019.

SOURCE La Montagne, édition de la Corrèze, 02/10/2025, p2

... MAIS PAS CEUX DU BÉARN

D'après la Banque de France et la CCI Pau-Béarn, les chefs d'entreprises du secteur se montrent à contraria très prudents dans un contexte économique incertain. Parmi 250 dirigeants sondés, seuls 20 % se disent confiants dans l'avenir. L'aéronautique fait figure d'exception. Les investissements restent limités (21 % des entreprises) et un quart seulement envisage des recrutements, malgré des taux de chômage inférieurs à la moyenne nationale à Pau (6,1 %) et Oloron (4,6 %). Trois entreprises sur dix déclarent un chiffre d'affaires en baisse.

SOURCE La République des Pyrénées,
03/10/2025, p5

Le Chiffre

89 020

Offres d'emploi ce matin
en région sur le site
francetravail.fr

Vous voulez toucher les lecteurs d'Aquisocial ?



CETTE PAGE
EST A VOUS

Contact & devis
PUB@AQUISOCIAL.FR



PLANS & CESSIONS

CHARENTE-MARITIME

LE GROUPE PATINTER AIMERAIT S'INSTALLER À BÉDENAC

Le transporteur portugais Patinter projette d'implanter une gare routière sans distribution de carburant à Bédenac (Charente-Maritime). Le conseil communautaire a approuvé **mardi**, presque à l'unanimité, l'achat de terrains pour 1,25 M€ dans la zone d'activités de La Cantinière, sur la N10. L'investissement global annoncé s'élève à 6 M€. Présent en France depuis 1998, le groupe emploie 1 200 salariés et dispose de 1 100 camions. Aucun calendrier ni engagement en matière d'emplois n'a été communiqué, même si l'entreprise dit recourir habituellement à de la main-d'œuvre locale. Un élu a soulevé la question de l'impact environnemental.

SOURCE

Sud Ouest Charente-Maritime,
01/10/2025, p25

DORDOGNE

3,5 MILLIONS D'EUROS AU SECOURS DE L'ABATTOIR DE BERGERAC

L'abattoir de Bergerac traverse une période financière difficile, avec 570 000 € de pertes cumulées. Lors d'une réunion tenue **mardi** à la chambre de commerce et d'industrie de la Dordogne, des avancées ont été annoncées. Un investisseur privé a été identifié et un plan de rénovation acté. Les collectivités – Ville de Bergerac, communauté d'agglomération, État, Région et Département – s'engagent chacune à verser 700 000 €, soit un total de 3,5 M€, pour financer ces travaux. Une assemblée générale extraordinaire de la société mixte exploitante est programmée le 5 novembre.

SOURCE

Dordogne Libre,
01/10/2025, p8



POUR PARLER AUX CSE

VOUS PRENDREZ BIEN UN ENCART !

PUB@AQUISOCIAL.FR

CREUSE

LE TRIBUNAL DE COMMERCE DE LYON LIQUIDE AMIS À GUÉRET ET MONTLUÇON

Le tribunal de commerce de Lyon a prononcé **mardi** soir la liquidation judiciaire de la société Amis de Guéret et Montluçon, avec maintien de l'activité jusqu'à fin octobre. Les 190 salariés de l'équipementier automobile seront licenciés. La candidature à la reprise déposée par l'entreprise CMW avait été écartée fin septembre. La CGT déplore cette décision et estime que 147 emplois auraient pu être sauvagardés, un avis non retenu par le tribunal, qui a jugé que les garanties apportées en matière d'emploi et de chiffre d'affaires n'étaient pas suffisantes.

SOURCE

La Montagne, édition de la Creuse, 01/10/2025, p7

VIENNE

SEPT LICENCIEMENTS AU CENTRE POITEVIN DE DISTRIBUTION DE LA PRESSE

Le dépôt de presse de Mignaloux-Beauvoir fermera **ce vendredi** soir. Fondé en 1967 aux portes de Poitiers, il emploie onze salariés, dont sept sont licenciés pour motif économique. Les Messageries lyonnaises de presse, propriétaires du Centre poitevin de distribution de la presse, ont cédé cette activité à la société ADP d'Angoulême, qui prévoit un regroupement à Chasseneuil-du-Poitou. Seuls quatre postes administratifs seront maintenus, ceux liés au tri et à la distribution étant supprimés. Des propositions de reclassements ont été formulées, sans obtenir de succès.

SOURCE

La Nouvelle République, édition de la Vienne, 02/10/2025, p7



PLANS & CESSIONS

CHARENTE-MARITIME

POUJOULAT S'AGRANDIT EN RÉGION PARISIENNE

Implanté à Saint-Symphorien (Deux-Sèvres), Poujoulat, le leader européen de la fumisterie (1 700 salariés dans huit pays), rachète la PME Progalva Energies, basée à Champlan (Essonne). Cette acquisition intègre 39 nouveaux salariés et renforce son savoir-faire en maintenance en génie climatique, complétant ses activités dans les conduits et cheminées industrielles. Poujoulat vise une croissance de 5 à 7 % pour un chiffre d'affaires de 370 millions d'euros, mais son cours de Bourse, à 8,22 €, a perdu 60 % de sa valeur en trois ans.

SOURCE

La Nouvelle République, édition des Deux-Sèvres, 30/09/2025

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

EN DÉFICIT, LA RADIO EN LANGUE BASQUE S'INQUIÈTE POUR SON AVENIR

Intégralement diffusée en langue basque, la radio associative Gure Irratia s'inquiète pour son avenir. Le média basé à Ustaritz accuse un déficit de 40 000 €. L'avenir de ses 5 salariés est suspendu à la générosité des auditeurs et sympathisants. L'association dit ne pas pouvoir compter sur les aides publiques, stagnantes depuis des années. Un appel aux dons déductibles d'impôts est lancé sur la plateforme helloasso. Il est également recherché des bénévoles.

SOURCE

Sud Ouest Pays Basque, 03/10/2025, p. 13

Aquisocial, la Semaine Sociale en Nouvelle-Aquitaine du 03/10/2025 est une revue de presse éditée par Benoît Caurette, 120 rue Saint-Roch, 16000 Angoulême ; www.aquisocial.fr

Hebdomadaire, paraît le vendredi

ISSN : en cours
Dépôt légal : novembre 2025
n° CPPAP à venir

Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Benoît Caurette (b.caurette@aquisocial.fr)

Transmettre une info : info@aquisocial.fr
Publicité : pub@aquisocial.fr



Chaque semaine ici
TOUTE L'INFO SOCIALE À TÊTE REPOSÉE

GIRONDE

LA MONNAIE DE PARIS N'ENTEND PAS QUITTER PESSAC

Malgré un rapport de la Cour des comptes estimant l'usine surdimensionnée, la Monnaie de Paris réfute tout projet de délocalisation de Pessac. L'entité emploie 179 salariés et a budgétisé 12 millions d'euros pour moderniser ses installations d'ici à 2042. La Cour recommande de suspendre ces travaux tant qu'aucune alternative n'a été étudiée. La Monnaie de Paris oppose une activité soutenue : 1,6 milliard de pièces courantes frappées l'an passé, un niveau inégalé depuis 17 ans. Face à la baisse des commandes publiques et au développement des paiements dématérialisés, elle se diversifie vers la monnaie de collection et la frappe pour devises étrangères. Cette dernière devrait générer 50 millions d'euros de chiffre d'affaires cette année. L'usine évoque toutefois des contraintes d'espace nécessitant un stockage externe régulier.

SOURCE

Sud Ouest toutes éditions, 30/09/2025, p10-11



SANTÉ AU TRAVAIL

GIRONDE

LA MAIRIE DU BOUSCAT FACILITE LES RENDEZ-VOUS POUR LES MAMMOGRAPHIES

Depuis six ans engagée dans le programme « Octobre rose » de lutte contre le cancer du sein, la mairie du Bouscat a mis en place un dispositif interne pour favoriser la prise de rendez-vous. Depuis l'an dernier, les agents concernés peuvent effectuer ces démarches sur leur temps de travail, avec des créneaux dédiés à l'hôpital Suburbain. Sur les 450 employés municipaux, dont 70 % de femmes, environ soixante ont déjà profité de cette initiative pour accéder plus facilement au service de mammographie et d'échographie mammaire.

SOURCE

Sud Ouest Bordeaux Agglo, 02/10/2025, Supplément octobre rose, p4